

1<sup>er</sup> mars 2010 / Nr. 85

## KOFF – swisspeace

- Changement à la tête du Centre pour la promotion de la paix
- Nouvelle page web du KOFF sur le Népal
- Seconde partie de la formation sur l'évaluation de projets de promotion de la paix
- Mission d'évaluation à Mindanao
- Rencontre du Mediation Support Network
- BEFORE présente son étude sur la revalorisation des forces de défense et de sécurité de la Guinée

## Point fort

- Améliorer les mécanismes de réaction de l'Union européenne face aux conflits

## Nouvelles d'ONG suisses

- Le HD Centre s'engage en faveur d'un accès sécurisé pour l'aide humanitaire au Darfour
- Année anniversaire pour la Fondation Village d'enfants Pestalozzi
- Activités de plaidoyer et de lobbying pour la paix et les droits humains au Chiapas
- Interpeace présente les résultats d'une enquête menée à Chypre
- Gaza: le cfd continue d'assurer le suivi psychosocial de femmes et d'enfants

## Nouvelles des services gouvernementaux suisses

- Plateforme de Dublin pour les défenseurs des droits humains
- Activités de la Suisse et de l'Espagne concernant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU
- Visite d'une commission parlementaire kosovare en Suisse

## Organisations internationales partenaires

Manifestations, Publications, sur le Web

Editeur:  
Centre pour la promotion  
de la paix (KOFF)  
Sonnenbergstrasse 17  
CH - 3000 Bern 7  
Tel: +41 (0)31 330 12 12  
[www.swisspeace.org/koff](http://www.swisspeace.org/koff)

## KOFF – swisspeace

### Liens

- [Pages web du KOFF](#)

Pour plus d'infos:  
KOFF [Ursula Keller](#)  
swisspeace [Anita Müller](#)

### Changement à la tête du Centre pour la promotion de la paix

La direction du KOFF est entre de nouvelles mains depuis mi-février. Anita Müller, responsable du Centre pour la promotion de la paix durant plus de sept ans, cède son poste afin de reprendre des responsabilités au sein de la direction de swisspeace. Ursula Keller lui succède. Elle est ethnologue spécialisée dans la dimension genre dans les conflits. Elle a suivi un parcours professionnel à l'interface de la coopération au développement et la promotion de la paix. Elle a travaillé et recherché au Yémen, puis a été membre de la mission d'observation internationale (TIPH) à Hébron. Comme responsable de programme pour le Proche-Orient chez l'ONG féministe pour la paix cfd et, par la suite, comme coordinatrice pour les projets à l'étranger, elle a largement contribué au travail du cfd dans le domaine de la prévention de la violence spécifique au genre et à la participation des femmes dans la promotion de la paix. Récemment, elle a été en charge d'un mandat de backstopping auprès de la Direction du développement et de la coopération (DDC) concernant l'aspect genre dans la promotion de la paix. Ursula Keller est ainsi bien ancrée dans les organisations membres du KOFF et dispose d'un large réseau au sein de l'administration fédérale. 15.02.2010

### Liens

- [Pages web du KOFF sur le Népal](#)

Pour plus d'infos:  
KOFF [Marcel von Arx](#)

### Nouvelle page web du KOFF sur le Népal

Le processus de paix traverse une phase critique au Népal. L'acceptation d'une nouvelle constitution d'ici au 28 mai 2010, la mise sous contrôle démocratique des forces armées incluant l'intégration de la „People Liberation Army” dans l'armée, le traitement des violations des droits humains durant la guerre et la dictature, et surtout le développement durable en particulier la réduction de la pauvreté dans les zones rurales, constituent des défis majeurs que le pays se doit de relever.

En lançant une nouvelle page Internet, le KOFF entend accompagner ce processus et le documenter. Outre des textes sur le processus de paix, les droits humains et la coopération au développement, des acteurs suisses travaillant sur le Népal peuvent brièvement y présenter leurs activités et prendre part à des tables rondes et à d'autres réunions afin de discuter et coordonner leurs efforts.

Cette page Internet est également une plateforme de travail qui a l'ambition d'être actuelle, vivante et pertinente grâce au KOFF et à la coopération avec tous les protagonistes que le Népal intéresse.

17.02.2010

## Liens

- [Designing for Results: Integrating Monitoring and Evaluation in Conflict Transformation Programs](#)
- [Article de la KOFF-Newsletter sur la première partie du cours](#)

Pour plus d'infos:  
KOFF [Roland Dittli](#)

## Seconde partie de la formation sur l'évaluation de projets de promotion de la paix

La seconde partie du cours du KOFF sur l'évaluation de projets de promotion de la paix a eu lieu début février. L'experte en évaluation Cheyanne Church, au bénéfice d'une expérience internationale, a mené la vingtaine de représentant(e)s d'organisations d'entraide suisses et de l'administration fédérale à travers ce programme de deux jours offrant un mélange adéquat entre contributions théoriques et travaux de groupe centrés sur des études de cas.

Pendant ce cours, la formatrice a abordé diverses étapes du processus d'évaluation. Elle a commencé par expliquer la formulation de termes de référence pertinents, puis a présenté des méthodes d'évaluation basées sur la théorie et d'autres orientées vers la pratique en plaidant pour un fructueux mélange des multiples approches. A l'appui d'études de cas, le groupe a ensuite discuté de la manière de juger la qualité d'une évaluation et de la mesure dans laquelle une évaluation réussie implique que les résultats doivent être en adéquation avec les besoins des divers utilisateurs et utilisatrices. La formatrice a encore exposé divers standards et principes d'évaluation, tout en soulevant plusieurs questions éthiques. Le cours a pris fin sur une discussion des raisons de l'inobservation de nombreux résultats fournis par des évaluations et sur la formulation de stratégies afin de mieux articuler les évaluations et les processus d'apprentissage institutionnels. Compte tenu de la forte demande, cette formation sera reconduite en 2010.

05.02.2010

## Liens

Pour plus d'infos:  
KOFF [Cordula Reimann](#)

## Mission d'évaluation à Mindanao

Sur mandat de [Nonviolent Peaceforce](#), Cordula Reimann du KOFF s'est rendue en février, deux semaines durant, aux Philippines et à Mindanao en particulier. L'objectif de ce déplacement était d'évaluer les activités de Nonviolent Peaceforce, une organisation active depuis 2007 dans le maintien civil de la paix, la protection de la population civile et les droits humains à Mindanao. 23.02.2010

## Liens

- [Mediation Support Project](#)

## Rencontre du Mediation Support Network

Le Mediation Support Network s'est réuni les 10 et 11 février à Sandö, en Suède. Onze organisations soutenant des médiatrices et des médiateurs dans des négociations de paix sont membres de ce réseau. Ce dernier a pour ambition de favoriser l'échange concernant des activités prévues et en cours ainsi que d'encourager et d'épauler des projets communs entre diverses organisations actives dans la médiation de paix. Les membres de ce réseau sont: Berghof Foundation for Peace Support, Conciliation Resources, Crisis Management Initiative, Folke Bernadotte Academy, le Centre pour le dialogue humanitaire, Initiative

Pour plus d'infos:

MSP

[Elisabeth Baumgartner](#)

on Conflict Prevention Through Quiet Diplomacy, l'Unité de soutien à la médiation de l'ONU, US Institute for Peace, Center for Peace Mediation et Mediation Support Project (MSP, swisspeace & CSS/EPF Zurich) ainsi que, depuis 2010, le Réseau de construction de paix en Afrique de l'Ouest.

Le réseau a été fondé à Berne en 2008 et cette rencontre en Suède a constitué la troisième réunion. Les principaux sujets abordés ont été la consolidation des compétences des parties au conflit eux-mêmes ainsi que des médiateurs, diplomates et autres spécialistes. La publication conjointe d'un document de travail sur des formations pour des parties au conflit est prévue pour la prochaine rencontre, en septembre 2010 à Bruxelles. Une approche plus coordonnée y sera l'objet de discussions. Les organisations membres ont adopté une déclaration d'intention commune esquisant le profil, les objectifs et les principes du réseau.

11.02.2010

## Liens

- [BEFORE](#)
- [Rapports parus dans les médias sur la remise de l'étude](#)

Pour plus d'infos:

BEFORE

[Heinz Krummenacher](#)

## BEFORE présente son étude sur la revalorisation des forces de défense et de sécurité de la Guinée

En automne 2009, l'intention de la junte militaire guinéenne de participer aux élections, contrairement aux promesses faites, a provoqué d'importants troubles dans le pays et a fait craindre une guerre civile. BEFORE, projet conjoint de swisspeace et d'Alliance for Peacebuilding visant à prévenir la violence politique, avait débuté depuis mi-2009 la phase de mise en œuvre de son plan d'action pour la consolidation de la paix. A cause de ces développements, le projet s'est vu contraint de suspendre provisoirement ses activités.

La situation s'est apaisée en 2010. Un représentant du Forum des Forces Vives, une coalition de divers acteurs luttant pour une transition démocratique, a été nommé premier ministre par intérim. Dans ce contexte, Lamine Cissé, ancien chef de l'armée et ministre de l'intérieur du Sénégal, qui avait pris part pour BEFORE aux négociations de Ouagadougou sur la transition politique et qui a été responsable de l'élaboration de l'étude sur les forces de sécurité, a pu reprendre ses activités.

Le 4 février 2010, BEFORE a pu présenter les résultats et les 19 recommandations de l'étude à Lancine Magassouba, chef de cabinet, dans le cadre d'une cérémonie officielle. La veille, le Premier Ministre Jean-Marie Doré avait assuré, dans un entretien informel, que l'étude montre la voie du renouvellement des forces de défense et de sécurité de la Guinée et vient à point nommé. L'analyse de BEFORE servira désormais de document de référence à la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) en vue d'une réforme complète du secteur de la sécurité. De son côté, le projet BEFORE prendra lui-même en main la mise en œuvre d'une série de recommandations et réalisera de plus les autres activités prévues dans le plan d'action pour la consolidation de la paix.

04.02.2010

## Point fort

### Liens

- [Union européenne: Action extérieure \(EEAS\)](#)
- [Haute représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité](#)
- [Commission européenne: Relations extérieures](#)
- [Statement d'EPLO sur le SEAE \(2010\)](#)
- [Policy Paper d'EPLO sur le SEAE \(2009\)](#)
- [Rapport sur la table ronde d'EPLO sur le SEAE \(2009\)](#)
- [Statement d'EPLO sur les plans de l'UE en matière de collaboration civile et militaire \(2009\)](#)

### Améliorer les mécanismes de réaction de l'Union européenne face aux conflits

**Le Traité de Lisbonne est entré en vigueur après des années d'échecs et d'atermoiements. Une des principales mesures de ce traité est la création d'un Service européen pour l'action extérieure (SEAE), un service de politique étrangère pour l'UE. Le SEAE a le potentiel d'améliorer radicalement la réaction de l'UE en cas de conflit. Directrice du European Peacebuilding Liaison Office (EPLO), l'auteur du présent article discute de ces développements récents, dans la perspective du rôle des efforts civils notamment.**

Le Traité de Lisbonne formule des valeurs qui doivent guider la politique extérieure de l'UE et former les principes directeurs du SEAE: la promotion de la paix et des valeurs de la paix pour le bien de la population, ainsi que la consolidation de la paix, la prévention des conflits et le renforcement de la sécurité internationale. Le European Peacebuilding Liaison Office (EPLO) se mobilise par conséquent en faveur d'une Direction générale pour la promotion de la paix et la gestion des crises dépendant de la Haute représentante pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, Catherine Ashton. Cette Direction générale pourrait comprendre une direction pour la promotion de la paix, une autre pour la planification de la gestion des crises, une division pour le soutien à la médiation ainsi que des experts de la dimension genre et des droits humains. Elle serait responsable des relations avec les Etats membres et les organisations internationales. Son statut et ses capacités devraient être suffisants afin d'inclure les questions de la promotion de la paix dans les activités de l'UE et de fournir des conseils sur la mise en œuvre des décisions politiques en tenant compte de la sensibilité au conflit. A cet égard les politiques de commerce, de l'énergie, de l'agriculture et du développement sont avant tout concernées.

### Une approche holistique de l'UE dans le domaine des conflits

La répartition des responsabilités entre la Commission et le Conseil européen s'agissant de la politique extérieure de l'UE dans des pays en conflit a été synonyme de confusion, de concurrence et de duplication. Après l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne, la question de savoir quels services et institutions doivent être intégrés dans le SEAE reste ouverte. En intégrant un maximum de structures et de principes établis, l'UE pourrait suivre une approche holistique en matière de conflits. Il existe suffisamment d'exemples positifs dans le secteur de la promotion de la paix plaidant pour une approche en matière de conflits à l'échelle de l'ensemble du gouvernement ou, en l'occurrence, à l'échelle de l'UE tout entière.

A l'heure actuelle, les différentes institutions de l'UE agissent indépendamment, mais „se coordonnent“ par l'échange d'informations sur leurs activités – une approche nécessitant beaucoup de temps et peu efficace. Une approche inté-

grée serait, pour le moins, nécessaire vis-à-vis des Etats fragiles et affectés par des conflits. Ainsi, le SEAE devrait assumer la responsabilité des relations de l'UE avec les 30 à 40 Etats les plus fragiles et les plus touchés par des conflits en ce qui concerne les domaines du développement, de la gestion des crises et de la promotion de la paix.

Des fonctionnaires qui entendent conserver „leurs” prestations indépendamment du SEAE, ainsi que le secteur du développement font de la résistance face à des compétences si larges pour le SEAE. Si la coopération au développement était intégrée dans le service en question, il faudrait donc instituer des mécanismes empêchant que l'aide au développement soit détournée pour faire prévaloir des objectifs de l'UE sur le plan de la sécurité. Mais ces mécanismes de protection existent déjà, sous la forme des directives de l'OCDE en matière d'aide au développement visant à une utilisation adaptée de l'aide publique au développement.

### **Réponse civile au conflit**

La planification d'une politique civile et militaire intégrée est en cours. L'UE disposait jusqu'à présent de deux divisions indépendantes responsables pour la planification de missions militaires respectivement civiles dans le cadre de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC). Ces divisions ont été réunies dans la nouvelle Direction de planification pour la gestion des crises (Crisis management planning directorate, CMPD) qui sera compétente pour la planification stratégique de toutes les missions et sera partie intégrante du SEAE. Parmi les missions actuelles dans le cadre de la PSDC, onze sont civiles et deux militaires, mais le directeur et le directeur suppléant de la CMPD n'ont qu'une expérience limitée de la gestion civile des crises et la grande majorité des employé(e)s est issue d'un contexte militaire.

Pourtant la planification stratégique de missions civiles requiert une expérience dans le domaine de l'intervention civile en cas de crise, domaine prioritaire dans l'UE, à l'image du renforcement de la police et de l'Etat de droit, de l'administration civile et de la protection civile. Vu les engagements et les prétentions de l'UE, elle doit de toute urgence renforcer ses ressources civiles et mettre l'accent sur le recrutement, la formation et l'engagement d'agents de police, de fonctionnaires publics, d'avocats et de juges dans les contextes fragiles.

Une militarisation de la PSDC serait regrettable car l'avantage comparatif de l'UE réside dans l'intervention civile. Des sondages d'opinion montrent que les citoyennes et citoyens de l'Union soutiennent les activités de l'UE dans le domaine des conflits et approuvent les interventions civiles mais non les interventions militaires. Somme toute, des mesures civiles sont moins onéreuses et plus efficaces pour la promotion de la paix durable.

### **Tirer parti de l'expertise de la société civile**

L'EPLO intègre l'expertise de la société civile dans le développement de stratégies de l'UE dans la mesure où il utilise l'expertise de ses membres – tels que les organisations swisspeace ou Interpeace basées en Suisse – pour influencer la politique de l'UE. A l'heure actuelle, seulement 3% des fonds de la Commission destinés à la promotion de la paix et à la prévention des conflits sont alloués à la société civile, malgré le fait que celle-ci joue un rôle clé. Ainsi, il est difficile de

L'auteur Catherine Woollard est directrice du European Peacebuilding Liaison Office (EPLO). Elle accompagne le développement des activités politiques d'EPLO et représente l'organisation à Bruxelles et dans divers forums internationaux.

Pour plus d'info: [EPLO](#)  
[Catherine Woollard](#)

concevoir comment l'UE peut se retirer d'anciennes zones de conflit sans soutenir la population locale dans ses efforts de promotion de la paix.

A cette fin, le SEAE devrait consulter régulièrement des groupes de la société civile, par exemple dans le cadre d'un dialogue annuel de promotion de la paix et d'ateliers réunissant des représentant(e)s gouvernementaux et des expert(e)s de la société civile. Il pourrait de cette manière transmettre à la société civile des tâches de mise en œuvre de projets dans des contextes fragiles. Des délégations dans des Etats tiers devraient collaborer de façon similaire avec la société civile.

Le SEAE pourra prouver sa valeur lorsqu'il aura établi une force normative surmontant les intérêts nationaux contradictoires, encourageant des valeurs européennes et percevant les multiples engagements de l'UE dans les domaines de la protection des droits humains, de la promotion de la démocratie, de la prévention des conflits et de la promotion de la paix comme ses principes directeurs.

22.02.2010

## Nouvelles d'ONG suisse

### Liens

- [HD Centre](#)

### Le HD Centre s'engage en faveur d'un accès sécurisé pour l'aide humanitaire au Darfour

Vingt députés pour la sécurité nationale du gouvernement soudanais et des représentant(e)s d'œuvres d'entraide internationales se sont réunis une première fois dans la localité soudanaise d'El Fasher pour discuter de questions humanitaires fondamentales au Darfour. La réunion s'est inscrite dans une série de workshops menés avec divers acteurs du conflit au Darfour. Ces ateliers ont été organisés par une organisation de médiation – le Centre pour le dialogue humanitaire (HD Centre) basé en Suisse – en collaboration avec le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

Les discussions tenues dans ce cadre ont notamment porté sur l'accès sécurisé pour l'aide humanitaire, sur les enlèvements de personnes et le détournement de marchandises, la protection des réfugiés et des déplacés internes et sur la nécessité d'améliorer les mécanismes humanitaires. La décision a été prise de mettre en place un numéro de téléphone d'urgence entre organisations humanitaires et le gouvernement de manière à garantir une réaction rapide en cas de questions humanitaires urgentes. Les participants ont par ailleurs exprimé leur consentement à poursuivre le dialogue à l'avenir.

La rencontre a été suivie d'un atelier avec vingt commandants de haut rang de l'Armée de libération du Soudan-Abdul Wahid (SLA-AW) et des représentant(e)s d'organisations humanitaires afin de discuter de problèmes similaires. Le personnel des œuvres d'entraide a souligné que la coopération avec l'Opération hybride Union africaine / Nations Unies au Darfour (UNAMID) était nécessaire pour la protection des convois humanitaires afin de pouvoir distribuer des biens

Pour plus d'infos:  
HD Centre  
[Christopher Thornton](#)

à la population dans le besoin. La décision a été également prise que des experts de l'ONU en Etat de droit peuvent rendre visite aux tribunaux de la SLA-AW pendant les procédures judiciaires.

Selon le HD Centre, les fonctionnaires du gouvernement et les commandants des groupes d'opposition armés se sont dits prêts à garantir un accès sécurisé pour les organisations humanitaires.

Ces ateliers seront suivis cette année par des discussions semblables entre le Programme alimentaire mondial (PAM), l'UNICEF, l'UNHCR et le CICR avec le Mouvement pour la justice et l'égalité (JEM) et la SLA-AW. 11.02.2010

## Liens

- [go4peace: appel à projets et inscription](#)
- [Fondation Village d'enfants Pestalozzi](#)
- [Exposition sur Walter Robert Corti \(1910-1990\)](#)

Pour plus d'infos:  
Fondation Village d'enfants Pestalozzi  
[Claudia Felder](#)

## Année anniversaire pour la Fondation Village d'enfants Pestalozzi

Cette année, le philosophe, auteur et fondateur du Village d'enfants Pestalozzi, Walter Robert Corti, aurait fêté ses cent ans. Dans les vingt premières années après la fondation du village, des enfants ayant perdu un ou les deux parents durant la Seconde Guerre mondiale vivaient au village. Au fil des ans, celui-ci a également accueilli des enfants venant d'autres zones de conflit, du Tibet par exemple.

A l'occasion de cet anniversaire, diverses activités et manifestations auront lieu toute l'année durant en l'honneur de Walter Robert Corti. Une exposition sur sa vie et son oeuvre est notamment programmée. L'idée fondamentale ayant conduit Corti et ses collègues à fonder voilà 60 ans le Village d'enfants Pestalozzi est au cœur même de cette année anniversaire. Corti était persuadé qu'il fallait miser avant tout sur les jeunes pour favoriser une cohabitation pacifique entre les cultures. La fondation a de plus lancé le projet „go4peace“ dont l'ambition est de motiver la jeunesse à traduire aujourd'hui encore cette idée en actes concrets. „go4peace“ invite des classes, des groupes de projet et des groupes d'organisations de jeunesse composés de jeunes entre 7 et 18 ans à soumettre leurs projets: il peut s'agir à cet égard d'un clip musical, d'une exposition ou d'une pièce de théâtre voire encore d'une plateforme Internet sur une journée de rencontre. Le 11 septembre 2010, jour du centième anniversaire du fondateur du Village d'enfants, les meilleurs projets se verront décerner le prix Walter Robert Corti lors d'une journée portes ouvertes au Village d'enfants à Trogen. 16.02.2010

## Liens

- [Propaz Description du projet](#)

## Activités de plaidoyer et de lobbying pour la paix et les droits humains au Chiapas

Parrainé par l'Action de Carême, Caritas et l'EPER, le programme Propaz au Chiapas (Mexique) se concentre, dans sa troisième phase, sur les activités de plaidoyer et de lobbying menées en Suisse. Au cours de ses deux premières

- [Rapport final – Phases I & II](#)

Pour plus d'infos:  
Action de Carême  
[Daniel Hostettler](#)

phases (2001 - 2007) ce programme suisse, en étroite collaboration avec la Division politique IV du Département fédéral des affaires étrangères, a notablement contribué à apaiser les tensions durant le conflit armé entre les Zapatistes et le gouvernement, mais également à la transformation du conflit dans les communautés locales et avec les organisations de la société civile de la région. Lorsque le gouvernement suisse s'est retiré de la promotion de la paix au Mexique en 2007, il a fallu redéfinir la forme sous laquelle les activités allaient se poursuivre. Pour des raisons financières notamment, Propaz se concentre désormais sur le travail politique en Suisse.

Dans ce contexte, Propaz a lancé dès 2009 la plateforme Mexique au travers de laquelle des œuvres d'entraide suisses, des ONG et des groupes de solidarité coordonnent leur engagement en faveur du Mexique. En janvier, cette plateforme a chargé deux experts de mener une mission d'établissement des faits afin d'identifier des domaines thématiques pour les activités politiques réalisées en Suisse. Cette enquête a montré que la situation dans le sud du Mexique est de nouveau de plus en plus marquée par les tensions sociales et les affrontements violents, le plus souvent sous la forme de répression exercée par l'Etat. Les contestations sociales sont criminalisées, les droits humains systématiquement violés et ces crimes restent quasiment tous impunis.

Des interlocutrices et interlocuteurs mexicains issus de la société civile soulignent souvent que la situation au Mexique ne pourra s'améliorer que suite aux pressions exercées de l'extérieur. Propaz se mobilise donc pour que les acteurs étatiques suisses actifs au Mexique ou en relation avec ce pays tiennent compte de la situation sur le plan des droits humains dans les activités qu'ils exercent et qu'ils encouragent une résolution non violente du conflit dans la région. Propaz met tout en œuvre pour que le gouvernement suisse tienne aussi compte de cette préoccupation dans le cadre du dialogue avec le Mexique et des contrats signés avec ce pays en matière de politique (économique) extérieure. 18.02.2010

## Liens

- [Interpeace](#)
- [Résultats de l'enquête „Chypre 2015“](#)

## Interpeace présente les résultats d'une enquête menée à Chypre

La majorité des Chypriotes interrogés par Interpeace souhaitent une résolution du conflit et sont prêts à accepter des compromis. L'obstacle majeur sur la voie menant à une île de Chypre durablement unie reste la question de la sécurité. Ces deux constatations font partie des résultats majeurs de l'étude „Chypre 2015: recherche et développement pour un futur durable“.

„Chypre 2015“ est une initiative du Joint Programme Unit (JPU) pour les initiatives de l'ONU/Interpeace. Elle est épaulée par l'Action du PNUD pour la coopération et la confiance (ACT) à Chypre. Lancé en mai 2009, ce projet comble une lacune dans le débat actuel sur la question chypriote. Il constitue un forum pour le dialogue et la résolution de problèmes concernant l'avenir de Chypre. Des recherches objectives sont associées à des discussions approfondies entre di-

Pour plus d'infos:  
Interpeace  
[Lisa Ross-Magenty](#)

vers protagonistes. Par cette approche, le projet entend, en complément des efforts de paix déployés à l'heure actuelle, encourager une solution durable.

Dans le cadre de l'enquête „Chypre 2015“, 2'000 entretiens personnels face à face ont été réalisés dans la langue maternelle des interlocuteurs et interlocutrices. Les principaux résultats contredisent sur divers points l'opinion courante: une majorité de Chypriotes souhaitent une solution du conflit, les Chypriotes grecs ne sont pas satisfaits du statu quo, et un État fédéraliste serait acceptable pour les deux communautés. Pourtant, un éventail de défis, outre la question de la sécurité, existent. Ainsi, le rôle de la Turquie et le fait que des parties des deux communautés restent sceptiques vis-à-vis du processus de rapprochement représentent des obstacles. De plus, les parts de population qui voteraient „non“ dans le cas d'un futur référendum – si les gouvernements des deux parties de l'île s'entendaient sur un plan de paix – sont relativement élevées au sein des deux communautés.

16.02.2010

## Liens

- [cfd: Accompagnement psychosocial à Gaza](#)
- [PWWSD](#)

Pour plus d'infos:  
cfd [Esther Stebler](#)

## Gaza: le cfd continue d'assurer le suivi psychosocial de femmes et d'enfants

A Gaza, les femmes et les enfants affectés par la violence et traumatisés par la guerre peuvent s'adresser à l'organisation Palestinian Working Women Society for Development (PWWSD) pour solliciter un soutien psychosocial en groupe ou sur base individuelle. Cette offre s'adresse notamment à des mères dont les enfants manifestent des troubles de comportement suite au conflit ou à d'autres qui, après le décès de leur mari, doivent apprendre à gérer un foyer monoparental. C'est en avril 2009 que l'ONG féministe pour la paix cfd et son organisation partenaire PWWSD ont lancé ce projet psychosocial après la guerre de Gaza. La phase d'urgence était également un essai pilote pour développer et réaliser un projet dans ces circonstances particulières. Le cfd a désormais intégré le projet dans son portefeuille régulier.

15.02.2010

## Nouvelles des services gouvernementaux suisses

### Liens

- [OMCT](#)
- [Front Line](#)

## Plateforme de Dublin pour les défenseurs des droits humains

Organisée par Front Line, la „Plateforme de Dublin pour les défenseurs des droits humains“ s'est tenue du 10 au 12 février à Dublin. Cette manifestation bisannuelle a réuni plus de cent défenseurs et défenseuses des droits humains. Elle a donné l'occasion de discuter du projet de parrainage „défendre les défenseurs“ avec des personnes directement concernées. Cette initiative a été lancée en 2007 par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT), basée à

Genève, en étroite collaboration avec la Division politique IV (DP IV) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE).

Elle consiste à mener des campagnes pour la protection de défenseurs des droits humains avec l'aide de personnalités suisses parrainant ces défenseurs. Le travail important des concernés attire ainsi davantage l'attention de l'opinion publique et ces derniers sont du même coup mieux protégés contre des exactions. Il s'agit ainsi d'approcher des personnalités suisses en vue – des milieux de la culture, du sport, de la politique et de l'économie – et de leur demander d'assumer un tel parrainage. L'OMCT est en contact étroit avec les défenseurs des droits humains concernés et demande à leur parrain ou marraine d'organiser des activités concrètes en faveur de ces personnes dès que leur intégrité physique ou psychique est menacée.

Une mission de visite dans la partie orientale de la République démocratique du Congo fournit un exemple actuel d'une telle activité: avec deux parrains – le député au Conseil des Etats Dick Marty et le clown Dimitri – et le metteur en scène Daniel Schweizer, l'OMCT a organisé fin février une mission sur le thème de la violence sexuelle perpétrée contre les femmes dans l'est de la RD du Congo. Le but de cette mission est de mettre en lumière la perspective de défenseurs des droits humains qui se mobilisent en faveur des victimes de la violence sexuelle – et qui s'exposent ainsi eux-mêmes à de grands risques. La DP IV a apporté un soutien financier à cette mission et, en partenariat avec l'OMCT, prévoit de diffuser un court métrage sur ce déplacement en Afrique.

12.02.2010

Pour plus d'infos:  
DP IV [Esther Keimer](#)

## Liens

- [DP IV](#)
- [Résolution 1325](#)
- [Fundación Cultural de Paz](#)

## Activités de la Suisse et de l'Espagne concernant la résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU

Pour les 10 ans de la résolution 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité adoptée en 2000 par le Conseil de sécurité de l'ONU, la Division politique IV (DP IV) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a organisé, le 2 février à Madrid, une conférence sur les résultats obtenus jusqu'ici et les défis futurs lancés par la mise en œuvre des objectifs de la résolution. Pour la tenue de cette réunion, la DP IV a collaboré avec l'ambassade de Suisse en Espagne et l'organisation non gouvernementale espagnole „Fundación Cultural de Paz”. La rencontre a suscité un vif intérêt parmi les protagonistes de la politique de paix en Espagne et à l'étranger. Elle a offert une plateforme pour des discussions politiques importantes sur les divers rôles joués des hommes et des femmes ainsi que la façon différente d'être affecté par les situations de conflit en 2010. La participation de délégué(e) de haut rang du gouvernement et de la société civile, et spécialement la participation du chef de la DP IV, de la secrétaire d'Etat espagnole pour la coopération internationale et de la directrice de UNIFEM, a souligné la pertinence du thème pour la politique actuelle de promotion de la paix. Un document retraçant le contenu de la conférence formulera les recommandations majeures issues des discussions quant au développement de la politique de l'UE, de l'Espagne et de la Suisse dans le domaine des genres et de la promotion de la paix. Vu la révision en cours

Pour plus d'infos:  
DP IV [Carmela Bühler](#)

du Plan national d'action suisse pour la mise en œuvre de la résolution 1325, l'échange de connaissances et d'expériences sur les plans d'action nationaux espagnol et suisse s'est avéré des plus enrichissants. 02.02.2010

## Liens

- [Convivenza](#)
- [X-Impulse](#)
- [ECMI](#)

Pour plus d'infos:  
DFAE [Claudia Moser](#)

## Visite d'une commission parlementaire kosovare en Suisse

Répondant à une invitation du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), une délégation de douze personnes du Kosovo a visité la Suisse début février. En l'occurrence, il s'agissait de la commission parlementaire compétente pour les questions de minorités et de retour. Ce voyage d'étude a permis un échange d'expériences à l'aide d'exemples concrets au niveau de la Confédération, des cantons et des communes.

La délégation parlementaire du Kosovo a manifesté un intérêt tout particulier pour la diversité culturelle et linguistique de la Suisse. Elle a souhaité avant tout savoir comment la Suisse protège les droits et les intérêts de ses diverses communautés (linguistiques) et connaître les institutions ou instruments disponibles à cette fin au niveau fédéral, cantonal et communal. Des rencontres ont été organisées avec des personnalités politiques suisses, des expert(e)s et des représentant(e)s des autorités, notamment le secrétaire d'Etat suppléant du DFAE Anton Thalmann, et avec diverses communautés linguistiques. En particulier, des entretiens avec la présidente de la Commission de politique extérieure du Conseil national, Christa Markwalder Bär, et avec des délégué(e)s des services du parlement ont eu lieu.

Après un séjour de deux jours à Berne, la délégation s'est déplacée dans le canton trilingue des Grisons pour se faire une idée, sur place, de la concrétisation de la diversité linguistique de la Suisse et des discussions à ce sujet. Ce déplacement a été organisé par le Centre international pour les minorités Convivenza et X-Impulse.

La Suisse s'engage depuis un certain temps au Kosovo pour la participation des minorités et la protection de leurs droits et soutient notamment, au travers du European Center for Minority Issues (ECMI), le renforcement des capacités des autorités kosovares dans ce domaine. 17.02.2010

## Organisations internationales partenaires

### Info

Cette rubrique propose une palette de nouvelles émanant de dix organisations partenaires.

- [Berghof Center](#)
- [CDA Collaborative Learning Projects](#)
- [Conciliation Resources](#)
- [European Centre for Conflict Prevention](#)
- [European Peacebuilding Liaison Office \(EPLO\)](#)
- [Gruppe Friedensentwicklung \(FriEnt\)](#)
- [GTZ](#)
- [International Alert](#)
- [Plattform Zivile Konfliktbearbeitung](#)

### Collaborative Development Action (CDA)

- Selon CDA, le manque de connaissance du contexte est l'un des pièges majeurs dans lequel tombent les organisations apportant de l'aide humanitaire. CDA met à disposition des informations tirées d'une [étude de cas](#) de Reflecting on Peace Practice (RPP) sur les effets cumulés de la promotion de la paix en Haïti. Ces informations comprennent un exposé du contexte historique d'Haïti et mettent en évidence les facteurs d'influence importants agissant sur divers conflits dans le contexte haïtien.

### Conciliation Resources

- Dans sa série Accord, Conciliation Resources présente la [publication](#) „Initiatives to end the violence in northern Uganda: 2002-09 and the Juba peace process“. Le numéro en question explore la préparation des entretiens tenus à Juba et les négociations. Il doit servir à soutenir les futurs efforts de promotion de la paix dans la région. Une édition en français paraîtra en avril.

### EPLO

- Le dernier numéro de la Newsletter [d'EPLO](#) discute la mise en œuvre et les résultats du premier plan d'action (2008-2010) de la stratégie conjointe Afrique-UE (Joint Africa-EU Strategy, JAES) adoptée en 2007. Cette stratégie porte surtout sur la promotion de la paix, la gouvernance démocratique et sur les droits humains. Jusqu'ici, les discussions se concentrent principalement sur des adaptations possibles du contenu et des structures et sur l'amélioration de la participation des Etats membres de l'UE et de l'UA, ainsi que des organisations de la société civile, dans la mise en œuvre de la stratégie.

### FriEnt

- FriEnt a accueilli la [conférence](#) internationale „New Horizons. Linking Transitional Justice and Development for Sustainable Peace“ les 27 et 28 janvier à Berlin. Le but de la conférence était d'identifier une approche holistique pour faire triompher les droits humains, la justice et la paix à la fin d'un conflit. Sur son site web, FriEnt met à disposition des documents écrits sur les présentations ainsi que des podcasts avec des interviews.

## Manifestations

### Info

Cette rubrique renseigne sur une sélection de manifestations tenues en Suisse avec la promotion civile de la paix en toile de fond.

- A l'occasion de la publication du guide „Integrating Internal Displacement in Peace Processes and Agreements“, le Département fédéral des affaires étrangères et le Mediation Support Project (swisspeace / CSS-EPFZ) organisent une [réunion](#) publique intitulée „The Challenge of Involving IDPs in Peace Processes“ avec Walter Kälin et Thomas Greminger comme orateurs invités, le 23 mars, de 10 h 30 à 12 h, Maison de l'Université de Berne. [Inscription](#): les places sont limitées.
- „Im Kreuzfeuer. Menschen in Konflikten“: tel est le thème du débat public organisé par Médecins Sans Frontières le 27 avril, de 16 h à 20 h, au Volkshaus de Zurich. Des représentant(e)s de l'administration fédérale (DDC, Toni Frisch), de swisspeace (Anita Müller), du CICR et d'Alliance Sud (Peter Niggli) exposeront comment les organisations humanitaires peuvent agir de façon la plus indépendante possible face aux intérêts politiques et à d'autres intérêts à une époque de politisation croissante.
- Il reste des places pour les prochaines formations préparatoires de [Peace Watch Switzerland](#) à des affectations de défense des droits humains au Guatemala, au Mexique et en Colombie (du 22 au 25 avril / du 27 au 30 mai et du 21 au 24 octobre / du 11 au 14 novembre) et en Israël/Palestine (du 25 au 28 mars et du 23 au 26 septembre / du 7 au 10 octobre).
- [Room to Read](#) est une organisation à but non lucratif qui encourage des projets de formation pour des enfants dans des pays défavorisés en Asie du Sud et en Afrique subsaharienne. Le 25 mars à 19 h, Room to Read Zurich invite les personnes intéressées à un apéro d'introduction et d'information à la galerie Bollag, Werdmühlenstrasse 5, à Zurich. [Inscription et informations](#).
- L'Université de Copenhague lance un nouveau [master interdisciplinaire à temps partiel](#) en „Societal Conflicts and Interventions“ s'adressant à des professionnels. Délai des inscriptions: 6 avril 2010. Contact: [Mette Møhl](#).
- „Quand les femmes bougent, le monde bouge!“: tel est le thème de la [manifestation](#) internationale de cette année de la Marche mondiale des femmes. Le 13 mars dès 13 h 30 à la Schützenmatte à Berne.

## Publications

### Info

Working Paper 2|2009  
Rina M. Alluri  
[The Role of Tourism in Post-Conflict Peacebuilding in Rwanda](#)

### swisspeace Working Paper: Tourisme et promotion de la paix au Rwanda

Dans un pays sortant d'un conflit armé, le tourisme peut concourir non seulement à la croissance économique et la reconstruction, mais peut également contribuer au développement durable, à la discrimination positive et à la protection de groupes vulnérables. Au Rwanda, la présence de gorilles de montagne rares, le paysage vallonné et des lacs vierges constituent des attractions touristiques majeures. Par contre, la perception de l'insécurité depuis la guerre civile et

le génocide en 1994 a été fortement dissuasive pour les touristes. Pourtant, l'industrie du tourisme, en se focalisant sur des marchés de niche tels que l'écotourisme, le tourisme „pro-pauvre” et le tourisme communautaire, est devenue la principale source de devises étrangères en 2007. Cette étude analyse comment le tourisme peut également soutenir le processus de promotion de la paix en court depuis la fin du conflit au Rwanda. Puisque peu de recherches ont examiné le rôle de soutien potentiel du tourisme dans les processus de paix, cette étude se positionne dans le cadre plus large de discussions sur l'engagement entrepreneurial pour la promotion de la paix. En particulier, elle examine comment les activités touristiques actuelles au Rwanda contribuent à deux dimensions de la promotion de la paix: la réconciliation et la justice, ainsi que les fondations socio-économiques.

01.02.2010

## Info

- [Gender & Security Sector Reform Toolkit](#) (M. Bastick & K. Valasek, DCAF)
- [Training Resources on Security Sector Reform and Gender](#)

## La dimension de genre et la réforme du secteur de la sécurité

Aujourd'hui le rôle central joué par la dimension de genre dans la réforme du secteur de la sécurité n'est plus contesté. En effet, prévenir les violations des droits humains et protéger efficacement contre la violence sexuelle contribuent de façon prépondérante à l'acceptation des institutions de sécurité et donc à la constitution d'un secteur de la sécurité efficace et responsable. En même temps, la réforme du secteur de la sécurité (RSS) permet de modifier les institutions et structures concernées, ainsi que les directives politiques, dans une optique sensible à la dimension de genre.

Le Centre pour le contrôle démocratique des forces armées à Genève (DCAF) a publié un „toolkit” éclairant divers aspects de la RSS dans une perspective de genre. Ce manuel présente des stratégies pratiques en vue d'intégrer la dimension genre dans ce processus – par exemple la formation du corps de police dans les questions de genre – et propose des approches sensibles à cette dimension pour l'élaboration d'instruments politiques appropriés, comme la participation accrue des femmes dans les organes de contrôle.

Le toolkit en question comprend un mode d'emploi et douze chapitres approfondissant chacun un aspect particulier. Un chapitre a, par exemple, traite à la dimension de genre dans la réforme de la police, un autre analyse la réforme de la justice dans la perspective de genre tandis qu'un troisième expose la fonction de la société civile dans ce processus.

En plus de ces instructions pratiques, le site web du DCAF propose du matériel pour des formations, incluant des informations de fond, des exercices pratiques et de la documentation. Toutes ces ressources peuvent être téléchargées gratuitement en ligne.

11.02.2010

## Sur le Web

### Info

- [Dealing with the Past in Kosovo](#)

### Nouveau portail web sur „Dealing with the Past” au Kosovo

Le Forum allemand du service civil pour la paix (Forum Ziviler Friedensdienst, ZFD) a démarré en 2008 au Kosovo un projet de consolidation des initiatives locales déjà établies concernant le traitement du passé. Le ZFD lance, à présent, un portail web qui présente à un plus large public les efforts accomplis dans ce domaine et offre des opportunités de mise en réseau. Présenté de façon plaisante, le site web en question met en vitrine divers projets de traitement du passé au Kosovo, propose des documents contextuels et met en ligne des appels à contributions dans des revues académiques internationales. La newsletter „Made in Kosovo” articule habilement des informations factuelles et des portraits de personnes affectées et de leur destin.

Le site web fournit aux internautes des informations en anglais, en albanais et, partiellement, en serbe. Un forum de discussion ouvert à tout un chacun est de plus prévu. Il se focalisera sur des thèmes et des questions en rapport avec le Kosovo ou avec des efforts visant au traitement du passé. Un „Thinkers Forum” est réservé, pour l’instant, à un groupe restreint au Kosovo qui discute depuis un an de diverses questions liées au traitement du passé dans leur société.

Le portail tente de lancer un pont entre les nombreux processus et initiatives existants sur le traitement du passé au Kosovo. Ainsi, le succès de cette idée dépend des utilisatrices et utilisateurs eux-mêmes. Chacun est invité à enrichir cette approche convaincante par ses projets, ses contributions aux débats, ses idées artistiques, ses indications bibliographiques ou ses informations concernant diverses manifestations.

09.02.2010

**Editeur:** Centre pour la promotion de la paix ([KOFF](#)) / [swisspeace](#)

**Adresse:** Sonnenbergstrasse 17, CH - 3000 Berne 7  
Tél: +41 (0)31 330 12 12; Fax: +41 (0)31 330 12 13

**Rédaction:** [Christa Dold](#)

**Traduction:** [Jean-François Zurbriggen](#)

**Parution:** Le bulletin du KOFF (Newsletter KOFF) paraît le premier de chaque mois (à l’exception du 1<sup>er</sup> août et du 1<sup>er</sup> janvier) en langue allemande, anglaise et française. Il est distribué par voie électronique.



KOFF est un programme de swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères ([DFAE](#)) et les ONG suisses suivantes:

• [Action de Carême](#) • [Alliance internationale pour la consolidation de la paix, Interpeace](#) • [Alliance Sud](#) • [Appel de Genève](#) • [Association pour la démilitarisation](#) • [BAHA’I](#) • [Brücke Le pont](#) • [Caritas Suisse](#) • [Causes Communes Suisse](#) • [cfd](#) • [CIMERA](#) • [Conseil suisse de la paix](#) • [Croix-Rouge suisse](#) • [DCAF](#) • [Eirene Suisse](#) • [EPER](#) • [Femmes de Paix Autour du Monde](#) • [Femmes pour la Paix Suisse](#) • [Fondation Hironnelle](#) • [Fondation village d’enfants Pestalozzi](#) • [Forum für Friedenserziehung](#) • [GSsA](#) • [Green Cross Suisse](#) • [Helvetas](#) • [ICP](#) • [Initiatives et Changement](#) • [Intercooperation](#) • [International Association for Human Values](#) • [Ligue suisse de femmes catholiques](#) • [lucerne initiative for peace and security](#) • [Media 21](#) • [medienhilfe](#) • [Medico International Suisse](#) • [mission 21](#) • [MIVA Suisse](#) • [Oeuvre suisse d’entraide ouvrière](#) • [Organisation suisse d’aide aux réfugiés](#) • [Palmyrah](#) • [Peace Brigades International](#) • [Peace Watch Switzerland](#) • [Quaker United Nations Office](#) • [Swiss Academy for Development](#) • [Service Civil International Suisse](#) • [Société pour les peuples menacés](#) • [Swissaid](#) • [terre des hommes Suisse](#) • [World Vision Suisse](#)